

L'académie dément une menace bien réelle

Vendredi, le seul réseau d'éducation prioritaire renforcé de la Manche était en grève. L'académie désamorce un projet de baisse de moyens.

La mobilisation

Vendredi noir, ce 13 juin, pour le réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP+) des Provinces, à Cherbourg-en-Cotentin. Seul de son genre dans la Manche, de par la configuration sociale très défavorisée du quartier, il voit ses quatre écoles primaires et son collège qui travaillent de concert autour d'un projet pédagogique réfléchi et construit en commun en grève.

En question: la crainte de voir diminuer considérablement les moyens mis à disposition de ces cinq établissements, et de ne plus pouvoir assurer leur mission d'éducation auprès de populations en grandes difficultés scolaires pour beaucoup des quelque 900 élèves concernés. Un projet viserait en effet à supprimer plusieurs postes d'assistants d'éducation (AED) dès la rentrée prochaine.

Très vite, l'académie de Caen (Calvados) a réagi et envoyé un communiqué aux rédactions. Sous le titre *Répartition des moyens dans l'éducation prioritaire: une démarche progressive, équitable et concertée*, il l'assure: « **Il est regrettable que des appels à la grève soient lancés sur la base d'informations inexactes [...]. Aucune modification de la dotation en AED n'est prévue pour la rentrée prochaine dans le REP + des Provinces.** »

Deux versions s'opposent

La version des protestataires est tout autre. Ils ont pris connaissance d'un courrier envoyé en mai par le service *gestion des moyens* de la DSDEN (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale) de la Manche. Lequel annonce une dotation à la baisse concernant les assistants d'éducation pour le 1^{er} degré (les écoles) de ce REP+ : moins un équivalent temps plein à la rentrée 2025, idem en 2026 et - 0,7 en 2027. Cinq personnes affectées. « **Quand tout un réseau se met en grève, il ne le fait pas sur la base de suspicions ou de rumeurs** », valide Martine Quesnel pour la FSU.

Olivier CLERC.



Personnels de l'Éducation nationale, parents d'élèves et politiques réunis vendredi devant le collège des Provinces, à Cherbourg-en-Cotentin. Ouest-France